

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 08/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SPIC (SOCIETE NOUVELLE SPIC)**

8 bis rue Branly  
25000 Besançon

Références : UID257090/SPR/GV/AR 2024 - 0208K  
Code AIOT : 0005900110

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement SPIC (SOCIETE NOUVELLE SPIC) implanté 8, bis rue Branly ZI de Chateaufarine 25000 Besançon. L'inspection a été annoncée le 20/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPIC (SOCIETE NOUVELLE SPIC)
- 8, bis rue Branly ZI de Chateaufarine 25000 Besançon
- Code AIOT : 0005900110
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SOCIETE NOUVELLE SPIC fait partie de la holding PACT INVESTISSEMENT.

Cette holding a été créée en 2008 par des salariés de la société CHARDON COUCHOUD implantée sur le territoire de la commune de Dagneux dans l'Ain. Cette entreprise de Dagneux spécialisée dans le traitement de surface anticorrosion depuis 1917 a été achetée par la holding en 2008.

Cette holding a également opéré en 2010 le rachat de la société SPIC implantée à BESANCON (suite au dépôt de bilan du groupe de 9 entreprises auquel elle appartenait), site complémentaire du site de Dagneux permettant de mieux répondre aux plans de sécurisation sollicités par les constructeurs automobiles. De plus, il permet de se rapprocher des clients basés dans la moitié Nord de la France.)

95 % du travail effectué sur les deux sites de PACT INVESTISSEMENT répond à des commandes du marché de l'automobile (fournisseurs de rang 2).

Actuellement, la société SPIC exploite essentiellement des activités de traitement de surface de pièces métalliques : prédégraissage, dégraissage et cataphorèse.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications notables et arrêt définitif d'activité	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R. 181-46-I et II et R. 512-39-1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Recensement des parties à Risques	Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 32.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 30.1 bloc 1 5ème tiret pour partie	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Moyens de lutte incendie – points d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 32.2 bloc 1 tiret 1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 alinéas 1 à 3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
14	Stockage temporaire des déchets - quantité stockée	Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 27.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Connaissance des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11 alinéa 1	Sans objet
4	Etat des stocks des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Sans objet
5	Schéma de l'installation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13-II	Sans objet
7	Installations électriques – entretien et vérification	Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 30.4 alinéa 4	Sans objet
8	Détection incendie – liste et dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-II et IV	Sans objet
10	Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 32.2 bloc 1 tiret 2	Sans objet
11	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 32.2 bloc 2	Sans objet
13	Stockage de liquide susceptible de créer une pollutionCapacité de rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-II	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Cette inspection a mis en évidence que l'exploitation de ce site a fait l'objet de modifications notables depuis la reprise partielle du site par la SOCIETE NOUVELLE SPIC en 2010 et notamment au niveau de la ligne cataphorèse sur le site 1.

Ces modifications n'ont pas fait l'objet du porter à connaissance prescrit par l'article R. 181-46 du code de l'environnement, et, potentiellement des notifications de mises à l'arrêt définitif d'activités prescrit par l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

L'inspection montre également que le porter à connaissance devra intégrer les plans d'actions que l'exploitant doit mettre en place pour, au regard de la nouvelle configuration du site, en particulier disposer :

- d'un système de désenfumage adapté, de moyens extérieurs de lutte contre l'incendie et de confinement des eaux d'extinction incendie adaptés.

Par ailleurs, les déchets dangereux présents sur le site depuis un délai trop important doivent être éliminés par une filière autorisée. (l'exploitant a fait réaliser des devis mais n'a pas encore passé commande).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications notables et arrêt définitif d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article R. 181-46-I et II et R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> R.181-46 I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :  1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;  2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;  3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.  La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.  II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.  R. 512-39-1 I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.  III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une

entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

#### **Constats :**

Par arrêté préfectoral n° 2002/DCLE/4B/N° 2061 du 4 mars 2002, la SARL SPIC a été autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à exploiter des installations de traitement des métaux pour le dégraissage décapage (2565), de décapage des métaux par traitement thermique (2566), de revêtement métallique par pulvérisation de métal fondu (2567) et d'application de peinture au trempé et par pulvérisation de peintures liquides et de peintures poudre (2940-1, 2940-2 et 2940-3) ainsi que leurs installations connexes dans la zone industrielle de Châteaufarine sur les 3 bâtiments voisins implantés 8 rue Branly (site 1), 3 rue Becquerel (site 2) et 6 rue Becquerel (site 3).

L'exploitation d'installations de traitement de surfaces et diverses installations de sablage et d'application de peintures avaient d'ores et déjà été autorisée sur les sites 1 et 2 par les arrêtés préfectoraux n° 5213 du 28 octobre 1988 et n° 1636 du 24 avril 1995.

Lors du rachat de SPIC par la holding PACT INVESTISSEMENT en 2010, la SOCIETE NOUVELLE SPIC n'a pas repris les activités d'application par pulvérisation de peintures liquides et poudres et la reprise s'est limitée géographiquement aux sites 1 et 2. L'activité principale consistait alors en l'exploitation des lignes de traitement de surface 110 (prédégraissage et dégraissage chimique) et 101 (préparation de surface par cataphorèse).

Actuellement, deux installations principales sont exploitées par SOCIETE NOUVELLE SPIC :  
la ligne 110 « Zinc lamellaire » sur le site 2,  
la ligne 120 « Cataphorèse » sur le site 1.

La ligne 120 a été mise en service en 2019 avec arrêt progressif de la ligne d'origine n° 101. Du fait des crises successives (COVID, coût de l'énergie), cette nouvelle ligne ne fonctionne depuis sa mise en place qu'à 30 à 40 % de sa capacité.

Actuellement les activités et installations exploitées sur ce site sont, au regard de la nomenclature actuellement en vigueur :

- les installations de traitement de surface des métaux soumises à AUTORISATION sous la rubrique 3260 (volume des cuves approchant les 51 m<sup>3</sup> et le seuil étant fixé à 30 m<sup>3</sup>);
- les installations de cataphorèse (traitement GEOMET) soumises à ENREGISTREMENT sous la rubrique 2940-1 (la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation avoisinant les 2000 litres);
- les grenaillouses soumises à DECLARATION sous la rubrique 2575 (la puissance maximum de

l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement des grenailleuses étant de 30 kW pour un seuil fixé à 20 kW);

- les installations de combustion (chaudières et brûleurs) soumises à DECLARATION sous la rubrique 2910A (la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant de 2,75 MW, pour un seuil fixé à 1 MW)

Contrairement à ce qui est prescrit à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, la SOCIETE NOUVELLE SPIC n'a pas porté à la connaissance du Préfet tous les éléments d'appréciation, les modifications intervenues sur site depuis la reprise des sites 1 et 2 en 2010, et en particulier l'arrêt de la ligne 101 et la création de la ligne 120 en 2019.

Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du Préfet, sous 6 mois, les modifications intervenues sur le site depuis sa reprise partielle en 2010, avec tous les éléments d'appréciation et en particulier ceux sollicités dans le cadre du présent rapport. Il est à noter qu'actuellement un outil de téléprocédure de modification environnementale (MAENV) est disponible avec le lien suivant : <https://form-maenv.rct01.kleegroup.com>.

Ce porter à connaissance devra comporter un état précis des évolutions des installations en a minima 3 étapes : situation autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 mars 2002, situation au moment de la reprise partielle du site en 2010, situation actuelle.

Il est rappelé à l'exploitant que si des modifications effectuées par la SOCIETE NOUVELLE SPIC depuis sa reprise des sites 1 et 2 en 2010 ont engendré la mise à l'arrêt d'activités au sens de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement (arrêt total ou réduction dans une mesure telle que ne relèvent plus de la nomenclature ICPE, d'activités classées d'une ou plusieurs installations d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains) il devra effectuer, sous ce même délai de 6 mois, la notification de cet arrêt définitif d'activité en respectant les dispositions de l'article R. 5112-39-1 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : Recensement des parties à Risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 32.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Locaux à risques

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque.

Ce risque est signalé. Toutes mesures de prévention et d'intervention doivent être prises en conséquence.

**Constats :**

L'exploitant présente en inspection le plan sur lequel sont localisées les zones ATEX créé sur la base du dernier recensement effectué en 2021.

L'exploitant a transmis suite à l'inspection le plan des zones à risques mise à jour le 20/12/2023 et comportant en plus des zones ATEX (composées des postes de charges) :

- les emplacements des produits chimiques stockés,
- l'emplacement des stocks de produits inflammables.

Aucune des parties des lignes de traitement n° 110 et n° 120 n'est indiqué comme zone à risques sur cette dernière mise à jour du plan. L'exploitant précise que les produits et mélanges utilisés dans les cuves des lignes de traitement n° 110 et n° 120 sont utilisés à des températures inférieures à leur point d'éclair.

Le local « transfo » et les armoires machines sont présentes sur le plan mais ne sont pas mentionnés comme zones à risques.

L'étude des dangers du dossier déposé en 2000 mentionne des risques d'incendie au niveau des « cabines de transformation » (de 20 000 V à 220 V), mais aussi qu'« une partie du plastique utilisé pour la construction des cuves et des aspirations est du PVC. »

Dans le cadre du porter à connaissance, l'exploitant veillera à vérifier en se référant en particulier à la base de données ARIA, si les cabines de transformation et des parties des lignes de traitement de surface sont à intégrer sur le plan de localisation des risques (risque incendie notamment). Le cas échéant, une version modifiée du plan des zones à risques devra être intégrée dans ce porter à connaissance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Connaissance des produits dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11 alinéa 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Connaissance des produits

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...); les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

**Constats :**

Les fiches de données de sécurité sont disponibles informatiquement et de façon dématérialisée depuis l'extérieur du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Etat des stocks des produits dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le tableur nommé « Stock SPIC Produits chimiques » qui présente l'inventaire à la date du 29/11/2023 des quantités de chaque produit chimique utilisé sur le site. Ce tableur est organisé par onglets relatifs à chaque ligne de traitement et à la station de traitement des eaux polluées du site.</p> <p>Les quantités indiquées sont mises à jour après chaque inventaire mensuel réalisé préalablement à la commande de produits programmée chaque mois (cette commande n'est réalisée que si l'inventaire en montre la nécessité).</p> <p>L'exploitant dispose :</p> <p>pour chacune des deux lignes de traitement en fonctionnement (Lignes 110 et 120) d'un synoptique sur lequel est indiqué au niveau de chaque cuve de chaque bain un numéro. Les caractéristiques de chaque cuve (en particulier :volume, T°C, pH, Composition, Produits, N° CAS , concentration, mentions de danger, pictogramme) utilisé pour un bain au niveau d'une ligne de traitement sont présentées sur la feuille du tableur correspondant à cette ligne de traitement (feuilles nommées « Risques Chimiques Ligne 110 » et « Risques Chimiques Ligne 120 » dont les dernières mises à jours datent de juin 2023); pour les produits stockés dans le local abritant la station de traitement, les informations concernant les compositions des produits utilisés dans les cuves de traitements sont listées dans le document de synthèse des FDS (la station de traitement ne comporte pas de bacs de mélanges de produits).</p> <p>Les installations exploitées au niveau du site 2 ne nécessitent l'utilisation que de produits basiques.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Schéma de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Schéma de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - L'exploitant tient à jour un schéma de l'installation faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.</p> <p>Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>

**Constats :**

Pour ces deux sites, l'exploitant dispose d'un plan sur lesquels sont mentionnés les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées process, mais également les réseaux « rinçage acido-basiques », « bains usés acides », « bains usés alcalins », « 103 bains usés chromiques » en lien avec la ligne 120 sur le site 1 et le réseau « bains usés GEOMET » en lien avec la ligne 110 sur le site 2.

L'exploitant précise que même si le site n'exploite plus de traitement comportant du chrome, le réseau « 103 bains usés chromiques » demeurent indiqués sur le plan car il est encore toujours en place.

La dernière mise à jour de ce schéma est datée du 10/12/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Désenfumage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 30.1 bloc 1 5ème tiret pour partie

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives

**Prescription contrôlée :**

Les locaux abritant des installations classées doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimale s suivantes :

-[...]

-les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoire des fumée, gaz de combustion et de chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.. [...] Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès [...]

**Constats :**

L'exploitant présente le rapport daté du 04/07/2023 de vérification des systèmes de désenfumage présents au niveau des sites 1 et 2. Ce rapport précise l'inventaire des installations de désenfumage présentes par site.

Pour le site 2, les exutoires sont à commande manuelle et constitués par :

- 2 doubles ouvrants pneumatiques (dimensions d'un ouvrant:318 x 107) à proximité de porte d'entrée côté gauche,
- 2 doubles ouvrants pneumatiques (dimensions d'un ouvrant:318 x 107) à proximité de porte d'entrée côté droit.

Le site 1 est scindé en plusieurs secteurs et pour chacun d'entre eux sont notamment indiqués le nombre et le type d'exutoires (par exemple, lanterneaux en toiture, exulams en façade), ainsi que le nombre et le type de commandes.

Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous deux mois, pour chaque site, que :

- la surface des ouvrants est supérieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. A défaut, il proposera un plan d'actions visant à régulariser sa situation dans le porter à connaissance à fournir dans le cadre du point de contrôle n° 1,
- il a mis en place un plan d'actions pour remettre en état les parties (commande, chemin de câble...) de l'installation mentionnées « HS » ou en « mauvais état » dans le rapport de vérification

du 04/07/2023 susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Installations électriques – entretien et vérification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 30.4 alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après installation ou modification. Les contrôles doivent être effectués tous les ans par un organisme agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour le site 1, le dernier rapport de vérification périodique (code du travail) effectué par BUREAU VERITAS EXPLOITATION date du 01/03/2023 et fait suite à son intervention du 28/02/2023. La précédente vérification avait eu lieu le 02/03/2022.</p> <p>Dans le rapport 7796415/1.25.1.P faisant suite à la dernière vérification, le bureau de contrôle mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucune observation concernant les installations Haute Tension,</li> <li>- 15 observations concernant des installations Basse Tension vérifiées.</li> </ul> <p>Pour le site 2, le dernier rapport de vérification périodique (code du travail) effectué par BUREAU VERITAS EXPLOITATION date du 01/03/2023 et fait suite à son intervention du 28/02/2023 au 01/03/2023. La précédente vérification avait eu lieu le 03/03/2022.</p> <p>Dans le rapport 7796415/3.17.1.P faisant suite à la dernière vérification, le bureau de contrôle mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucune observation concernant les installations Haute Tension,</li> <li>- 8 observations concernant des installations Basse Tension vérifiées.</li> </ul> <p>L'exploitant présente la dernière mise à jour du 1er juin 2023 de son plan d'actions correctives pour faire suite aux vérifications électriques des installations en date des 28/02/2023 au 01/03/2023. Ce plan d'actions est effectué sous forme de tableau comportant pour chaque observation de BUREAU VERITAS EXPLOITATION une action corrective à réaliser, le responsable désigné pour cette action, le délai à respecter (échéancier établi par l'exploitant avec 3 étapes : 20/03/2023, 20/04/2023 et 20/05/2023) et l'avancement de l'action. Dans la version du 1er juin 2023, toutes les actions correctives rendues nécessaires par les rapports de BUREAU VERITAS EXPLOITATION sont mentionnées comme réalisées.</p> <p>L'exploitant indique qu'il fait effectuer par SYSTHERM des diagnostics techniques infrarouge suivant le document technique APSAD D19. Les deux dernières vérifications par thermographie infrarouge date des 18 et 19 octobre 2023 et des 25 et 26 juillet 2022. À la suite de la dernière vérification, le compte-rendu Q19 fait état de 9 anomalies, dont 3 de priorité 1 (celles des fiches des pages 36, 37 et 38 du rapport), 3 de priorité 2 (celles des fiches des pages 10, 39 et 40 du rapport) et 3 de priorité 3 (celles des fiches des pages 11, 21 et 22 du rapport).</p> <p>L'exploitant fournit le plan d'actions qu'il a établi à la réception du certificat Q19 en date du 09/11/2023, au regard des 9 fiches anomalie du dernier compte-rendu Q19 et présente son état</p>

<p>d'avancement à la date de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les anomalies de priorité 1 ont fait l'objet d'une action corrective (remplacement des connecteurs brûlés au niveau de secteurs d'armoire électrique concernés) par un électricien en date du 15/11/2023 ;</li> <li>- les anomalies de priorités 2 et 3 font l'objet d'un plan d'actions dont les échéances sont fixées par l'exploitant respectivement au 07/01/2024 et 07/07/2024, ce qui est conforme au fait que les anomalies de priorité 2 doivent faire l'objet d'actions sous deux mois à compter de la réception du rapport et que les anomalies de priorité 3 doivent faire l'objet d'actions avant le prochain contrôle thermographique périodique.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Détection incendie – liste et dimensionnement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-II et IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</li> <li>-dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.</li> </ul> <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>IV.-L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'actuellement les sites 1 et 2 ne sont pas équipés de détection automatique d'incendie. Il rappelle que l'arrêté préfectoral d'autorisation n'imposait pas un tel dispositif. L'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dans sa version antérieure à sa modification créée par l'arrêté du 20 avril 2023 n'impose également pas l'installation d'un tel</p>

dispositif.

Il précise qu'il a bien noté que la mise en place d'un dispositif de détection automatique d'incendie est imposée pour ses installations existantes de traitement de surface à partir du 1er juillet 2024 par la dernière version de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 supra.

Il a d'ores et déjà pris contact avec des entreprises compétentes pour déterminer les moyens à mettre en place pour respecter cette future obligation.

Le plan d'actions pour respecter cette prescription sera à intégrer comme élément d'appréciation du porter à connaissance à fournir dans le cadre du point de contrôle n° 1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Moyens de lutte incendie – points d'eau incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 32.2 bloc 1 tiret 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, judicieusement répartis dans les installations et accessibles en toute circonstance et notamment :

- de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux... munis de raccords normalisés) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus près du risque, d'une capacité en rapport avec les intérêts à défendre. Les canalisations constituant le réseau d'incendie doivent être indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires.

**Constats :**

L'arrêté préfectoral du 04/03/2002 fait suite à la demande d'autorisation d'exploiter du 26/07/2000 liée au projet de l'exploitant qui consistait notamment à l'agrandissement des bâtiments présents sur les sites 1 et 2 et l'extension de l'exploitation au site 3 (6 rue Becquerel).

Dans le dossier joint à la demande du 26/04/2000, il est indiqué que les moyens externes à dispositions sont :

- 1 poteau incendie N°0023 située au centre des sites à moins de 150 m du point le plus éloigné des bâtiments,
- 2 poteaux (N° 0034 et N°0052 dont la situation est entre 120 et 400 mètres).

L'exploitant indique qu'il a, à plusieurs reprises, demandé au gestionnaire du réseau, la pression des poteaux incendie présents à proximité du site ,mais qu'il n' a pas obtenu de réponses.

Il rappelle que de nombreuses évolutions sont intervenues sur le site depuis 2002 avec en particulier la non reprise du site 3 (celui comportant le bâtiment de plus grande surface) par la SOCIETE NOUVELLE SPIC et la cessation définitive de toutes les activités d'application de peintures exercées suivant divers procédés.

Suite à ses modifications l'exploitant doit déterminer le nouveau dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie pour ses installations implantées sur ses sites 1

et 2 en utilisant le guide pratique des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie D9.

L'exploitant présente le calcul qu'il a effectué récemment et qui aboutit à la valeur de 370 m3/h. Cette valeur semble erronée car la surface des bâtiments pris en compte dans ce calcul est la somme des surfaces des deux bâtiments alors qu'ils sont éloignés de plus de 10 mètres (dans ces conditions la surface de référence du risque à prendre en compte est celle du bâtiment le plus grand).

L'exploitant doit transmettre, sous 6 mois, dans le porter à connaissance à fournir au regard du point de contrôle n° 1, le résultat du calcul établi en respectant le guide technique D9 susmentionné, ainsi que, si les moyens actuellement présents ne sont pas suffisants, le plan d'action mis en place pour que le site dispose de moyens extérieurs de défense contre l'incendie appropriés respectant ce calcul.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 10 : Moyens de lutte incendie – extincteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 32.2 bloc 1 tiret 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, judicieusement répartis dans les installations et accessibles en toute circonstance et notamment :

[...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés

**Constats :**

Les extincteurs présents sur site ont fait l'objet de la déclaration de conformité N4 n° 798.08.2012.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Moyens de lutte incendie – entretien

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 32.2 bloc 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte

**Prescription contrôlée :**

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces opérations seront consignées dans un registre.

**Constats :**

L'exploitant présente le compte rendu Q4 de vérification périodique des extincteurs effectué par la SAS FEUVRIER suite à sa dernière inspection du 11 janvier 2023 et qui mentionne que

« l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du rapport APSAD R4. L'exploitant a d'ores et déjà programmé la prochaine vérification périodique pour respecter la fréquence annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 alinéas 1 à 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude des dangers du dossier de demande d'autorisation du 24/07/2000 indique : « la station de relevage des eaux usées est point bas pour les 3 sites. Elle recevrait les baignures et les eaux incendie en cas de sinistre important. Le volume total de la rétention est de 900 m<sup>3</sup>. »</p> <p>L'exploitant indique que ce confinement des eaux d'extinction d'incendie au niveau du sous-sol du site 2 n'apparaît être opérationnel que pour le site 2. En effet, il n'existe actuellement sur le site 1 aucun lien préférentiel permettant de canaliser et diriger toutes les eaux d'extinction incendie du site 1 vers le sous-sol du site 2.</p> <p>Le volume d'eau à confiner doit être réévalué en utilisant le guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction D9A (ce volume dépend notamment du volume d'eau nécessaire à la lutte extérieure contre l'incendie issu du calcul respectant le D9) et l'exploitant doit fournir, sous 6 mois, dans le porter à connaissance (Cf. point de contrôle n°1) son plan d'actions pour respecter les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 13 : Stockage de liquide susceptible de créer une pollution- Capacité de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;</li> <li>- dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.</li> </ul> <p>Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50 % du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m<sup>3</sup> ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de zones de stockage "produits chimiques" spécifiques pour les liquides susceptibles de générer une pollution. Dans ces zones de stockage, les capacités de rétention sont suffisamment dimensionnées au regard des stocks présents le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Stockage temporaire des déchets - quantité stockée**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2002, article 27.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite, sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (&lt; 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. En tout état de cause ce délai ne dépassera pas un an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets (boues) provenant de la station de traitement implantée au niveau du sous-sol du site 2 sont envoyés à DRAMBON pour traitement par la société SARPI, installations classées autorisées à traiter et éliminer ce type de déchets non dangereux. Ils sont éliminés régulièrement (dès que la</p>



quantité en stockage temporaire est suffisante pour un camion de transport.)

L'exploitant a regroupé les déchets dangereux présents sur le site par catégorie au niveau les locaux dédiés aux produits chimiques et les a préparé pour leur transport (entourage par film plastique). Les volumes de déchets « acides » et de déchets « basiques » sont inférieures à 1 m<sup>3</sup>. Une partie de ces déchets est présent sur site depuis plus d'1 an.

L'exploitant a fait faire des devis pour l'évacuation et l'élimination de ces déchets dangereux par des sociétés autorisées.

Il est demandé à l'exploitant de justifier à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, de l'évacuation des déchets dangereux présents le jour de l'inspection dans ses locaux « produits chimiques » dans une filière autorisée à les recevoir.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois